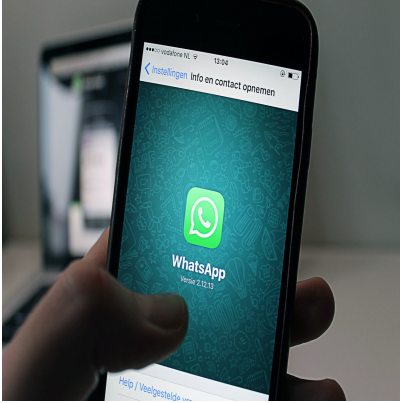




WhatsApp: Une firme israélienne est  « largement impliquée  » dans le hacking de nos utilisateurs

Description

The Guardian : Le groupe NSO serait lié au piratage de 1 400 personnes dont des militants des droits humains



Photo par [Anton](#) @ [Pexels](#)

Par The Guardian, 29 avril 2020

WhatsApp a avancé, dans une nouvelle action en justice, qu'une société israélienne d'espionnage informatique avait utilisé des serveurs basés aux États-Unis et était «largement impliquée» dans des piratages de téléphones mobiles appartenant à 1 400 utilisateurs de WhatsApp, dont des hauts fonctionnaires du gouvernement, des journalistes et des militants des droits humains.

Les nouveaux arguments sur le groupe NSO mettent en avant que cette société israélienne porte la responsabilité de graves violations de droits humains, dont le piratage de plus d'une douzaine

de journalistes indiens et de dissidents rwandais.

Depuis des années le groupe NSO dit que son logiciel espion est acheté par des gouvernements dans le but de pister des terroristes et autres criminels et qu'il n'a pas de connaissance propre de la façon dont ces clients à?? dont il est dit que l'Arabie Saoudite et le Mexique ont fait partie dans le passé à?? utilisent son logiciel d'espionnage et de piratage.

Mais [une action en justice intentée l'an dernier par WhatsApp contre le groupe NSO](#) à?? la première de la sorte de la part d'une importante entreprise de technologie à?? révèle d'autres détails techniques sur la façon dont Pegasus, le logiciel espion, est supposément déployé contre des cibles.

Dans les documents présentés au tribunal la semaine dernière, WhatsApp a dit que sa propre enquête sur la façon dont Pegasus avait été utilisé contre 1 400 clients l'année dernière, montrait que des serveurs contrôlés par le groupe NSO, et non par ses clients gouvernementaux, faisaient intégralement partie de la façon dont les piratages étaient réalisés.

WhatsApp a dit que les victimes de piratage avaient reçu des appels téléphoniques utilisant son application de messagerie et étaient infectés par Pegasus. Puis, a-t-il dit, *« NSO a utilisé un réseau d'ordinateurs pour contrôler et mettre à jour Pegasus une fois qu'il a été implanté dans les appareils des utilisateurs. Ces ordinateurs contrôlés par NSO ont servi de centre nodal à partir duquel NSO contrôlait le fonctionnement et l'utilisation de Pegasus par ses clients »*.

Selon le document de WhatsApp, NSO a obtenu « un accès non autorisé » à ses serveurs par une ingénierie inverse de l'application de messagerie, puis en évitant les fonctions de sécurité de WhatsApp qui empêchent la manipulation des caractéristiques des appels de cette société. Un ingénieur de WhatsApp qui a enquêté sur les piratages a dit dans une déclaration sous serment devant le tribunal que, dans 720 cas, l'adresse IP d'un serveur distant était incluse dans le code malveillant utilisé dans les attaques. Le serveur distant, a dit l'ingénieur, était basé à Los Angeles et appartenait à une société dont le centre de données était utilisé par NSO.

NSO a dit dans des documents internes qu'il n'a pas moyen de connaître la façon dont les clients utilisent ses outils de piratage et donc qu'il ne sait pas qui est ciblé par des gouvernements.

Mais, un expert de Citizen Lab, John Scott-Railton, qui a travaillé avec WhatsApp sur ce problème, a dit que le contrôle par NSO des serveurs impliqués dans le piratage, suggère que l'entreprise aurait eu des registres, dont des adresses IP, permettant d'identifier les utilisateurs qui étaient ciblés.

« Que NSO consulte ou non ces registres, qui sait ? Mais le fait que cela ait pu être fait contredit leurs déclarations » a dit Scott-Railton.

Dans une déclaration faite au *Guardian*, NSO s'en est tenu à ses précédentes remarques. *« Nos produits sont utilisés pour faire barrage au terrorisme, pour faire baisser la criminalité violente, et pour sauver des vies. Le groupe NSO ne fait pas fonctionner le logiciel Pegasus pour ses*

clients Â» a dit lâ??entreprise. Â« Nos dÃ©clarations prÃ©cÃ©dentes concernant notre activitÃ© et lâ??ampleur de notre interaction avec les services de renseignement de notre gouvernement et avec les agences clientes chargÃ©es du respect de la loi, sont exactes Â».

Lâ??entreprise a dit quâ??elle ferait parvenir sa rÃ©ponse au tribunal dans les prochains jours.

Les nouveaux Ã©lÃ©ments sur ce cas interviennent alors que NSO est confrontÃ© Ã dâ??autres questions sur la pertinence dâ??un produit de traÃ§age quâ??elle a lancÃ© suite Ã lâ??irruption de COVID-19. Le nouveau programme, appelÃ© Fleming, utilise des donnÃ©es de tÃ©lÃ©phones portables et de lâ??information sur la santÃ© publique pour identifier avec qui des individus infectÃ©s par le coronavirus peuvent avoir Ã©tÃ© en contact. Un rapport de NBC de la semaine derniÃ¨re disait que la marque de fabrique du nouvel outil de NSO Ã©tait amÃ©ricaine.

Mais dans un tweet, Scott-Railton a dit que son analyse montrait que ce systÃ¨me reposait sur des donnÃ©es paraissant trÃ¨s imprÃ©cises.

Â« Quand on travaille avec des donnÃ©es incorporant beaucoup dâ??inexactitude, il serait un peu fort de lancer des alertes chaque fois que cela sâ??est produit. Ou dâ??exiger des mises en quarantaine. Les taux de faux rÃ©sultats positifs obtenus crÃ©eraient le plafond. Maisâ? il en serait de mÃªme pour les faux rÃ©sultats nÃ©gatifs Â» a-t-il dit.

<https://twitter.com/jsrailton/status/1254198212430368769>

QuestionnÃ© sur ces tweets, NSO a dit que ces Â« demandes infondÃ©es Â» Ã©taient basÃ©es sur Â« des suppositions et des captures dâ??Ã©crans obsolÃ¨tes plutÃ´t que sur des faits Â».

Â« Pendant ce temps, Fleming, notre produit COVID-19, sâ??est avÃ©rÃ© vital pour des gouvernements dans le monde entier, qui travaillent Ã contenir lâ??Ã©pidÃ©mie. Des journalistes trÃ¨s respectÃ©s dans plusieurs pays ont vu Fleming, ont compris comment fonctionne la technologie et ont reconnu quâ??elle relÃ¨ve de la toute derniÃ¨re Ã©volution dans les logiciels dâ??analyse, qui ne compromettent pas la vie privÃ©e Â» a dit lâ??entreprise.

Traduction : SF pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [The Guardian](#)

date crÃ©Ã©e
2020/04/30